

Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Municipalité de Lac-Édouard | 90027 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Pierre Arseneault, suis responsable de la préparation du Rapport financier de Municipalité de Lac-Édouard pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

Signature

Date 30 octobre 2025

Table des matières

États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des gains et pertes de réévaluation	7
État des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers	9
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	25
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	26
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	27
Charges par objets	28
Excédent (déficit) accumulé	29
Avantages sociaux futurs	33

Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	39
Analyse des charges	51

RAPPORT

Aux membres du conseil de la municipalité de Lac-Édouard

Opinion avec réserve

Nous avons effectué d'audit des états financiers de la Municipalité de Lac-Édouard (Municipalité), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024, les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences éventuelles du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette), des gains et pertes de réévaluation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

La Municipalité n'a pas mis en application, au 1er janvier 2023, le chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations » du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public ce qui constitue une dérogation aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. De ce fait, nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et adéquats afin de déterminer si des ajustements auraient pu s'avérer nécessaires en ce qui concerne les montants à comptabiliser comme passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations ou à d'autres postes des états financiers, ainsi qu'aux informations fournies sur les obligations pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers de l'exercice considéré.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la municipalité à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Municipalité ou de cesser ses activités ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

RAPPORT

- Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :
- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Municipalité à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'Organisme à cesser ses activités;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

MALLETTE S.E.N.C.R.L.

Société de comptables professionnels agréés

La Tuque, Canada, 30 octobre 2025

(1) CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A133953

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Budget	Réalisations	
	2024	2024	2023 Redressé note 24
Revenus			
Taxes	1	950 066	906 388
Compensations tenant lieu de taxes	2	61 692	54 914
Quotes-parts	3		
Transferts	4	127 246	282 247
Services rendus	5	6 426	6 817
Imposition de droits	6	73 686	60 351
Amendes et pénalités	7	2 185	1 756
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	21 010	18 489
Autres revenus	10	915	24 001
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	1 243 226	1 354 963
Charges			
Administration générale	14	401 431	371 327
Sécurité publique	15	171 217	160 795
Transport	16	252 245	289 509
Hygiène du milieu	17	101 750	135 635
Santé et bien-être	18	9 074	8 329
Aménagement, urbanisme et développement	19	106 979	129 793
Loisirs et culture	20	83 837	66 349
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	33 712	27 628
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	1 160 245	1 189 365
Excédent (déficit) lié aux activités	25	82 981	165 598
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	2 795 695	2 485 728
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27		144 369
Solde redressé	28	2 795 695	2 630 097
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29	2 878 676	2 795 695

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	139 840	80 554
Débiteurs (note 5)	2	917 694	971 751
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	55 005	55 005
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	1 112 539	1 107 310
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		165 000
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	79 727	120 030
Revenus reportés (note 11)	12	172 942	99 418
Dette à long terme (note 12)	13	718 730	755 109
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	971 399	1 139 557
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	141 140	(32 247)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	2 697 472	2 786 818
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20		1 072
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	40 064	40 052
	23	2 737 536	2 827 942
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	2 878 676	2 795 695
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	2 878 676	2 795 695
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	2 878 676	2 795 695
Obligations contractuelles (note 19)			
Droits contractuels (note 20)			
Passifs éventuels (note 21)			
Actifs éventuels (note 22)			

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Budget	Réalisations	
	2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	82 981	165 598
Variation des immobilisations corporelles			
Acquisition	2	()	34 105)(
Produit de cession	3		377 726)
Amortissement	4		123 451
(Gain) perte sur cession	5		120 494
Réduction de valeur / Reclassement	6		
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7		
	8	89 346	(257 232)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		
Variation des stocks de fournitures	10		1 072
Variation des actifs incorporels achetés	11		(1 072)
Variation des autres actifs non financiers	12		(40 052)
	13	1 060	(41 124)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15		
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	173 387	(132 758)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	17		(32 247)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18		66 727
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19		
Solde redressé	20		(32 247)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		141 140
			(32 247)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	1	
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :		
Dérivés	2	
Placements de portefeuille	3	
Autres	4.1	
▪ Montants reclassés dans l'état des résultats	5.1	
▪	5.1	
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	6	
Autres éléments du résultat étendu présentés par les entreprises municipales	7	
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	8	

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	82 981	165 598
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	123 451	120 494
Autres	3.1		
	4	206 432	286 092
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	54 057	(269 169)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(40 303)	86 580
Revenus reportés	8	73 524	22 139
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	1 072	(1 072)
Autres actifs non financiers	12	(12)	(40 052)
	13	294 770	84 518
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(34 105)	(377 726)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15		
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(34 105)	(377 726)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	()	()
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	()	()
Cession	22		
	23		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24		82 452
Remboursement de la dette à long terme	25	(36 519)	(36 334)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(165 000)	164 855
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	140	133
Autres	28.1		
	29	(201 379)	211 106
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	59 286	(82 102)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	80 554	162 656
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	80 554	162 656
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	139 840	80 554

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Lac-Édouard est un organisme municipale constitué et régit en vertu du code municipale de la province de Québec. Elle fait partie de l'agglomération de Ville de La Tuque, en tant que municipalité défusionnée depuis le 1er janvier 2006.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation des états financiers

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale au Québec publié par le Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes

A) Périmètre comptable et partenariats

S.O.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions est effectuée selon la comptabilité d'exercice.

Utilisation d'estimation

La préparation des états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actifs et passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés à titre de produits et de charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, le passif aux titres des sites contaminés, le passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, les contestations d'évaluation, les réclamations en justices, les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et les obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Municipalité sont composés de l'encaisse, des dépôts en circulation, du découvert bancaire, des chèques en circulation et des placements temporaires ayant une échéance de trois mois ou moins.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée de l'emprunt. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière et à des contestations de codification prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

Assainissement des sites contaminés

La Municipalité comptabilise un passif au titre des frais d'assainissement des sites contaminés lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, que la Municipalité (Ville) est directement responsable ou qu'elle en accepte la responsabilité, qu'il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par la Municipalité en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. La Municipalité comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le passif relatif à la mise hors service des bâtiments patrimoniaux n'est pas présenté aux états financiers. En effet, l'organisme municipal est tenu de maintenir l'intégrité de ces bâtiments en vertu de la Loi sur le patrimoine culturel de sorte que la date probable de mise hors service de ces bâtiments est si éloignée dans le temps que la valeur actualisée de l'obligation est négligeable. L'obligation liée à la mise hors service de ces bâtiments sera présentée aux états financiers dès le moment où la désignation patrimoniale sera retirée ou la démolition du bâtiment autorisée, le cas échéant.

Le passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est sujet à une incertitude relative à la mesure et peut varier en raison des technologies en constante évolution utilisées dans les activités de mise hors service des immobilisations et des écarts entre les hypothèses retenues aux fins de l'évaluation du passif et les résultats réels. Les principales hypothèses retenues comprennent l'estimation des coûts actuels de mise hors service, le taux d'inflation des coûts et le taux d'actualisation.

E) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction de leur durée de vie utile, selon la méthode linéaire et les durées suivantes:

Infrastructures 5 à 40 ans

Bâtiments 10 à 30 ans

Véhicules 10 ans

Ameublement et équipement de bureau 5 à 10 ans

Machinerie, outillage et équipement 10 ans

Stocks

Les stocks de fournitures comprennent les matériaux, les pièces de rechange, les abrasifs, les produits pétroliers et les fournitures achetés en vue de rendre des services. Les stocks sont comptabilisés au coût, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

F) Revenus

Les revenus de transfert sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif dans un poste de revenus reportés qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

Revenus autres que les revenus de transfert

Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contravention;

Les revenus de cession d'actifs immobilisés sont comptabilisés comme revenu à la date de l'acte de transfert;

Les produits de placement sont comptabilisés en fonction du temps écoulé ou au moment où ils sont acquis au titulaire.

Les autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantage inhérents à la propriété ont été transférés aux clients ou lorsque les services sont rendus.

G) Avantages sociaux futurs

Le régime enregistré d'épargne retraite (REER) offert par la Municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisation déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

I) Instruments financiers

La Municipalité évalue initialement ses actifs et passifs financiers à la juste valeur, sauf dans le cas de certaines opérations non conclues dans des conditions de concurrence normale qu'elle évalue au coût.

Elle évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement.

J) Autres éléments

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Municipalité bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Municipalité bénéficiera des services acquis.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	139 840
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	80 554
Autres éléments		
▪	3.1	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	139 840
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	139 840
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	

Note

5. Débiteurs

	2024	2023
Taxes municipales	9	10 482
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10	14 784
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	824 818
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	902 199
Organismes municipaux	13	
Autres		
▪ Divers	14.1	82 394
	15	917 694
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	429 000
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17	429 000
Organismes municipaux	18	
Autres tiers	19	
	20	429 000
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	808 526
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	
Ministère de la Culture et des Communications	25	
Autres ministères/organismes	26	16 292
	27	824 818
		902 199

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

6. Prêts

	2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28	
Prêts à un fonds d'investissement	29	
Autres		
▪	30.1	
	31	
Provision pour moins-value déduite des prêts	32	

Note**7. Placements de portefeuille**

	2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement		
Placements à titre d'investissement	33	
Autres placements	34	55 005
Évalués à la juste valeur		
Placements à titre d'investissement	35	
Autres placements	36	
	37	55 005
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39	

Note**8. Autres actifs financiers**

	2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40	
Autres		
▪	41.1	
	42	

Note**9. Emprunts temporaires****10. Créditeurs et charges à payer**

	2024	2023
Fournisseurs	43	33 599
Salaires et avantages sociaux	44	46 128
Dépôts et retenues de garantie	45	
Provision pour contestations d'évaluation	46	
Autres		
▪	47.1	
	48	79 727
		120 030

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

	2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	
Transferts		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50	
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51	
Accès entreprise Québec	52	
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53	
Autres	■	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	54.1	
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	55	109 353
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	56	88 671
Société québécoise d'assainissement des eaux	57	
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	58	
Autres contributions des promoteurs	59	
Fonds de redevances réglementaires	60	
Autres	61	
■ Taxes perçus d'avances	62.1	63 589
	63	172 942
		99 418

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance		2024	2023
	de	à	de	à		
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,81	2,55	2027	2027	64	650 700
Obligations et billets en monnaies étrangères					65	
Autres dettes à long terme						
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66	
Organismes municipaux					67	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68	
Autres	7,97	7,97	2030	2030	69	72 392
					70	723 092
Frais reportés liés à la dette à long terme					71 (	4 362)(
					72	755 109

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2025	73		25 900		9 984	35 884
2026	74		26 900		10 809	37 709
2027	75		597 900		11 703	609 603
2028	76				12 670	12 670
2029	77				13 718	13 718
2030 et plus	78				13 508	13 508
	79		650 700		72 392	723 092
Intérêts et frais accessoires	80		()		()	
	81		650 700		72 392	723 092

Note

13. Avantages sociaux futurs

		2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées		82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées		83	
		84	
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées		85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées		86	
Régimes à cotisations déterminées		87	
Autres régimes (REER et autres)		88	13 904
Régimes de retraite des élus municipaux		89	
		90	13 904
			12 444

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

	2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	
Autres		
▪	93.1	
	94	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	
Passifs engagés	96	
Passifs réglés	97	()
Charge de désactualisation ¹	98	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
Infrastructures				
Eau potable	101	49 364		49 364
Eaux usées	102	1 335 780		1 335 780
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	34 388		34 388
Autres				
▪ Autres infrastructure	104.1	720 982	11 816	732 798
Réseau d'électricité	105			
Bâtiments	106	1 885 725	11 640	1 897 365
Améliorations locatives	107			
Véhicules	108	257 190		257 190
Ameublement et équipement de bureau	109	53 962	6 187	60 149
Machinerie, outillage et équipement divers	110	27 124	4 462	31 586
Terrains	111	124 611		124 611
Autres	112			
	113	4 489 126	34 105	4 523 231
Immobilisations en cours	114			
	115	4 489 126	34 105	4 523 231
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
Infrastructures				
Eau potable	116	9 398	1 234	10 632
Eaux usées	117	704 262	33 394	737 656
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	5 160	860	6 020
Autres				
▪ Autres infrastructures	119.1	266 535	24 548	291 083
Réseau d'électricité	120			
Bâtiments	121	491 195	43 538	534 733
Améliorations locatives	122			
Véhicules	123	162 417	12 931	175 348
Ameublement et équipement de bureau	124	45 774	4 372	50 146
Machinerie, outillage et équipement divers	125	17 567	2 574	20 141
Autres	126			
	127	1 702 308	123 451	1 825 759
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	2 786 818		2 697 472
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles				
Coût	129			
Amortissement cumulé	130 ()()()()
Valeur comptable nette	131			

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

	2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132	
Immeubles industriels municipaux	133	
Autres	134	
	135	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste		
« Propriétés destinées à la revente »	137	

Note**17. Actifs incorporels achetés**

	Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT				
▪	138.1			
	139			
AMORTISSEMENT CUMULÉ				
▪	140.1			
	141			
VALEUR COMPTABLE NETTE	142			

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2024	2023
Frais payés d'avance		
▪ Frais payés d'avance	143.1	40 064
Autres		
▪	144.1	40 064
	145	40 052

Note**19. Obligations contractuelles**

S.O.

20. Droits contractuels**Programme de subvention**

Dans le cadre de programmes de subvention sur les infrastructures, les gouvernements du Québec et du Canada se sont engagés à verser une somme de 859 086 \$ à la Municipalité pour des travaux admissibles. La Municipalité doit également investir 49 000 \$ dans ces travaux. À la date des états financiers, 507 221 \$ a été comptabilisée à titre de revenu.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
-	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
-	148.1		
	149		
	150		

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

24. Redressement aux exercices antérieurs

La Municipalité a relevé que des immobilisations corporelles et des débiteurs n'avaient pas été comptabilisées pour les exercices 2020, 2021, 2022 et 2023. En conséquence, au 1er janvier 2023, le solde des excédents accumulés non affectés a été augmenté de 66 727 \$ correspondant aux débiteurs non comptabilisés et le solde de l'investissement net dans les immobilisations et autres actifs a été augmenté de 77 642 \$ correspondant aux immobilisations corporelles non comptabilisées.

Le solde de l'investissement net dans les immobilisations et autres actifs au 1er janvier 2024 a été augmenté de 11 628 \$ ce qui correspond aux immobilisations non comptabilisées, les charges ont été diminuées d'un montant équivalent.

25. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'organisme municipal.

26. Instruments financiers**Gestion des risques liés aux instruments financiers**

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Dans le cours normal de ses activités, la Municipalité est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Municipalité sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités) et aux autres créances à recevoir.

L'exposition maximale de la Municipalité au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque la Municipalité évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Municipalité ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Municipalité croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

	2024	2023
Non en souffrance	- \$	- \$
En souffrance :		
moins de 30 jours	-	-
de 30 à 60 jours	-	-
plus de 60 jours	755 149	825 764
	755 149	825 764
Moins la provision pour créances douteuses	-	
	755 149 \$	825 764 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les variations, au cours de l'exercice, du compte de provision pour créances douteuses s'établissent comme suit :

Solde au début		- \$		
Provision comptabilisée aux résultats de l'exercice		-		
Montants recouvrés		-		
Solde à la fin		- \$		

La Municipalité est d'avis que la provision pour créances douteuses n'est pas nécessaire.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Municipalité éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. La Municipalité gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. La Municipalité établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit:

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
					2024
Créditeurs et charges à payer sous forme d'Instrument financier	79 727	-	-	-	79 727
Dette à long terme	35 737	643 097	26 388	13 509	718 731
	115 464	643 097	26 388	13 509	798 458
2023	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Créditeurs et charges à payer sous forme d'Instrument financier	120 030	-	-	-	120 030
Dette à long terme	36 378	73 290	618 214	27 227	755 109
	156 408	73 290	618 214	27 227	875 139

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de taux d'intérêt. La Municipalité est exposée à ce risque.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de la Municipalité est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme la Municipalité prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, elle est peu exposée à ce risque.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

31 décembre 2024			
			Taux d'intérêt fixe
Passifs financiers			
Dette à long terme		755 109	
31 décembre 2023			
			Taux d'intérêt fixe
Passifs financiers			
Dette à long terme		718 731	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

	Budget 2024	Réalisations 2024			Réalisations 2023
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Revenus					
Fonctionnement					
Taxes	1		950 066		950 066
Compensations tenant lieu de taxes	2		61 692		61 692
Quotes-parts	3				
Transferts	4		85 430		85 430
Services rendus	5		6 426		6 426
Imposition de droits	6		73 686		73 686
Amendes et pénalités	7		2 185		2 185
Revenus de placements de portefeuille	8				
Autres revenus d'intérêts	9		21 010		21 010
Autres revenus	10		915		915
Effet net des opérations de restructuration	11				
	12		1 201 410		1 201 410
					1 126 155
Investissement					
Taxes	13				
Quotes-parts	14				
Transferts	15		41 816		41 816
Imposition de droits	16				
Autres revenus					
Contributions des promoteurs	17				
Autres	18				
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19				
Effet net des opérations de restructuration	20				
	21		41 816		41 816
	22		1 243 226		1 243 226
					1 354 963
Charges					
Administration générale	23		376 895		401 431
Sécurité publique	24		170 828		171 217
Transport	25		207 991		252 245
Hygiène du milieu	26		67 121		101 750
Santé et bien-être	27		9 074		9 074
Aménagement, urbanisme et développement	28		104 589		106 979
Loisirs et culture	29		66 584		83 837
Réseau d'électricité	30				
Frais de financement	31		33 712		33 712
Effet net des opérations de restructuration	32				
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33		123 451 (	123 451)	
	34		1 160 245		1 160 245
Excédent (déficit) lié aux activités	35		82 981		165 598

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
	Budget	Réalisations
Excédent (déficit) lié aux activités	1	82 981
Moins : revenus d'investissement	2 ()	(41 816)()
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	41 165
		(63 210)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES		
<i>Ajouter (dédire)</i>		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés		
Amortissement	4	123 451
Produit de cession	5	120 494
(Gain) perte sur cession	6	123 451
Réduction de valeur / Reclassement	7	120 494
	8	123 451
Propriétés destinées à la revente		
Coût des propriétés vendues	9	123 451
Réduction de valeur / Reclassement	10	120 494
	11	120 494
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux		
Remboursement ou produit de cession	12	123 451
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13	120 494
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	123 451
	15	120 494
Financement		
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	123 451
Remboursement de la dette à long terme	17 ()	(36 518)()
	18	(36 518)
		(36 334)
Affectations		
Activités d'investissement	19 ()	()()
Excédent (déficit) accumulé		54 838
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	54 838
Excédent de fonctionnement affecté	21	49 000
Réserves financières et fonds réservés	22	49 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	49 000
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	49 000
	25	(5 838)
	26	135 933
		78 322
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	177 098
		15 112

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
	Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	41 816
CONCILIATION À DES FINS FISCALES		
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés		
Acquisition d'immobilisations corporelles		
Administration générale	2 (17 827)(	3 804)
Sécurité publique	3 ()()	()
Transport	4 (4 462)(	104 129)
Hygiène du milieu	5 ()()	()
Santé et bien-être	6 ()()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7 ()()	()
Loisirs et culture	8 (11 816)(	269 793)
Réseau d'électricité	9 ()()	()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ()()	()
	11 (34 105)(	377 726)
Propriétés destinées à la revente		
Acquisition	12 ()()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux		
Émission ou acquisition	13 ()()	()
Financement		
Financement à long terme des activités d'investissement	14	94 080
Affectations		
Activités de fonctionnement	15	54 838
Excédent accumulé		
Excédent de fonctionnement non affecté	16	
Excédent de fonctionnement affecté	17	
Réserves financières et fonds réservés	18	
	19	54 838
	20 (34 105)	(228 808)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	7 711

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Budget	Réalisations	
	2024	2024	2023
Rémunération			
Liée au programme Accès entreprise Québec	1		
Autre	2	310 439	282 669
Charges sociales			
Liées au programme Accès entreprise Québec	3		
Autres	4	68 381	59 080
Biens et services			
Services obtenus d'organismes municipaux			
Compensations pour services municipaux	5		
Ententes de services			
Services de transport collectif	6		
Autres services	7		
Autres biens et services	8	377 442	477 504
Frais de financement			
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge			
De l'organisme municipal	9	33 712	27 628
D'autres organismes municipaux	10		
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11		
D'autres tiers	12		
Autres frais de financement	13		
Contributions			
Organismes municipaux			
Quotes-parts	14	246 820	221 990
Transferts	15		
Autres	16		
Autres			
Transferts	17		
Autres	18		
Amortissement			
Immobilisations corporelles	19	123 451	120 494
Actifs incorporels achetés	20		
Autres			
-	21.1		
	22	1 160 245	1 189 365

Note

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024	2023
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 376 296	240 488
Excédent de fonctionnement affecté	2 49 000	49 000
Réserves financières et fonds réservés	3 50 000	50 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ()	()
Financement des investissements en cours	5	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 2 403 380	2 456 207
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	
	8 2 878 676	2 795 695

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS**Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté**

Administration municipale	9 376 296	240 488
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	
	11 376 296	240 488

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale		
▪ Affectation de surplus budget	12.1 49 000	49 000
	13	49 000
Organismes contrôlés et partenariats ¹		
▪	14.1	
	15	
	16 49 000	49 000

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
■	17.1	
	18	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
■	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	50 000
Organismes contrôlés et partenariats	22	50 000
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25	
Organismes contrôlés et partenariats	26	
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	
Autres		
■	30.1	
	31	50 000
	32	50 000
	50 000	50 000

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()()
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()()
Autres	37 ()()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()()
	39 ()()
Assainissement des sites contaminés	40 ()()
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 ()()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()()
Autres		
▪	43.1 ()()
	44 ()()
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 ()()
Utilisation du fonds de roulement	46 ()()
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 ()()
Utilisation du fonds de roulement	48 ()()
Autres		
▪	49.1 ()()
	50 ()()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 ()()
Mesure relative à la COVID-19	52 ()()
Frais d'émission de la dette à long terme	53 ()()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 ()()
Autres		
▪	55.1 ()()
	56 ()()
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres		
▪	61.1	
	62	
	63 ()()

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	64	
Investissements à financer	65 ()(
	66	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	2 697 472
Propriétés destinées à la revente	68	
Prêts	69	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71	
	72	2 697 472
Ajustements aux éléments d'actif	73	
	74	2 697 472
		2 786 818
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	75 (	755 109)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (	4 502)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	429 000
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79	
	80 (	330 611)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 ()
	82 (	330 611)
	83	2 403 380
		2 456 207

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**Nombre de régimes à la fin de l'exercice**

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3	
Charge de l'exercice	4 ()()
Cotisations versées par l'employeur	5	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ()()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	
Provision pour moins-value	12 ()()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
Cotisations salariales des employés	20	
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	21 ()()
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	22	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	23	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	24	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	25	
Variation de la provision pour moins-value	26	
Autres	27	
■	28	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	29.1	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	30	
Rendement espéré des actifs	31	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	32 ()()
Charge de l'exercice	33	
	34	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%
Autres hypothèses économiques		
	52.1	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	()()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64	()()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	()()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	()()

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice	92	
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%
Année où la tendance rejoue le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques	103.1	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104	
Description des régimes et autres renseignements		
	2024	2023
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105	
Régime de retraite par financement salarial	106	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107	
Régime de retraite à prestations cibles	108	
Autres régimes	109	
	110	

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111	
Description des régimes et autres renseignements		
La municipalité contribue hebdomadairement aux REER des employés.		
	2024	2023
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	112	
Régime de retraite simplifié	113	
REER	114	13 904
Autres régimes	115	12 444
	116	13 904
		12 444

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	
Description du régime		
	2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	119	
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	
	121	

Note

Renseignements financiers non audités

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TAXES		
SUR LA VALEUR FONCIÈRE		
Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	487 827
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	327 661
Activités d'investissement	4	280 513
Réserve financière pour le service de l'eau	5	
Réserve financière pour le service de la voirie	6	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	7	
Activités de fonctionnement	8	
Activités d'investissement	9	
Autres	10	
	11	815 488
		662 318
SUR UNE AUTRE BASE		
Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	12	
Égout	13	
Traitement des eaux usées	14	75 989
Matières résiduelles	15	91 141
Autres		
▪ Déneigement et Recyclage	16.1	43 437
Centres d'urgence 9-1-1	17	77 628
Service de la dette	18	
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	134 578
		244 070
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	134 578
	27	950 066
		906 388

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Réalisations 2024	Réalisations 2023
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES		
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29	
Compensations pour les terres publiques	30	51 828
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	31	
Cégeps et universités	32	
Écoles primaires et secondaires	33	
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34	
	35	51 828
		51 828
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES		
Taxes sur la valeur foncière	36	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	37	
Taxes d'affaires	38	
	39	
ORGANISMES MUNICIPAUX		
Taxes sur la valeur foncière	40	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	41	
	42	
AUTRES		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43	
Autres	44	9 864
	45	9 864
	46	61 692
		54 914

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	47	33 543	25 000
Sécurité publique			
Police	48		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	49		
Autres	50		
Sécurité civile		51	
Autres	52		116
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	53		
Enlèvement de la neige	54		
Autres	55	6 075	3 700
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	56		
Transport adapté	57		
Transport scolaire	58		
Autres	59		
Transport aérien	60		
Transport par eau	61		
Autres	62		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			
Réseau de distribution de l'eau potable	63		
Traitement des eaux usées	64		
Réseaux d'égout	65		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	66		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	67		
Tri et conditionnement	68		
Autres	69		
Autres	70		
Cours d'eau		71	
Protection de l'environnement		72	
Autres	73		
	74		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)		
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)		
Santé et bien-être		
Habitation		
Logement social	75	
Autres	76	
Sécurité du revenu	77	
Autres	78	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	79	
Rénovation urbaine	80	
Promotion et développement économique	81	
Autres	82	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	83	
Activités culturelles		
Bibliothèques	84	
Autres	85	
Réseau d'électricité	86	39 618
	87	28 816

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)		
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT		
Administration générale	88	
Sécurité publique		
Police	89	
Sécurité incendie		
Premiers répondants	90	
Autres	91	
Sécurité civile	92	
Autres	93	
Transport		
Réseau routier		
Voirie municipale	94	
Enlèvement de la neige	95	
Autres	96	
Transport collectif		
Transport en commun		
Transport régulier	97	
Transport adapté	98	
Transport scolaire	99	
Autres	100	
Transport aérien	101	
Transport par eau	102	
Autres	103	
Hygiène du milieu		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104	
Réseau de distribution de l'eau potable	105	
Traitement des eaux usées	106	
Réseaux d'égout	107	
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	108	
Matières recyclables		
Collecte sélective		
Collecte et transport	109	
Tri et conditionnement	110	
Autres	111	
Autres	112	
Cours d'eau	113	
Protection de l'environnement	114	
Autres	115	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)		
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)		
Santé et bien-être		
Habitation		
Logement social	116	
Autres	117	
Sécurité du revenu	118	
Autres	119	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	120	
Rénovation urbaine	121	
Promotion et développement économique	122	41 816
Autres	123	228 808
Loisirs et culture		
Activités récréatives	124	
Activités culturelles		
Bibliothèques	125	
Autres	126	
Réseau d'électricité	127	
	128	41 816
		228 808

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)		
TRANSFERTS DE DROIT		
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129	
Péréquation	130	
Neutralité	131	
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132	
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133	45 812
Fonds de développement des territoires	134	24 623
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135	
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137	
Autres	138	
	139	45 812
TOTAL DES TRANSFERTS	140	127 246
		24 623
		282 247

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS		
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX		
Administration générale		
Greffé et application de la loi	141	
Évaluation	142	
Autres	143	3 240
	144	3 240
		3 678
Sécurité publique		
Police	145	
Sécurité incendie		
Premiers répondants	146	
Autres	147	3 186
Sécurité civile	148	
Autres	149	
	150	3 186
		3 139
Transport		
Réseau routier		
Voirie municipale	151	
Enlèvement de la neige	152	
Autres	153	
Transport collectif	154	
Autres	155	
	156	
Hygiène du milieu		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable		
l'eau potable	157	
Réseau de distribution de l'eau potable	158	
Traitement des eaux usées	159	
Réseaux d'égout	160	
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	161	
Matières recyclables		
Collecte sélective		
Collecte et transport	162	
Tri et conditionnement	163	
Autres	164	
Autres	165	
Cours d'eau	166	
Protection de l'environnement	167	
Autres	168	
	169	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)		
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)		
Santé et bien-être		
Habitation		
Logement social	170	
Autres	171	
Autres	172	
	173	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	174	
Rénovation urbaine	175	
Promotion et développement économique	176	
Autres	177	
	178	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	179	
Activités culturelles		
Bibliothèques	180	
Autres	181	
	182	
Réseau d'électricité	183	184
	6 426	6 817

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)		
AUTRES SERVICES RENDUS		
Administration générale		
Greffé et application de la loi	185	
Évaluation	186	
Autres	187	
	188	
Sécurité publique		
Police	189	
Sécurité incendie		
Premiers répondants	190	
Autres	191	
Sécurité civile	192	
Autres	193	
	194	
Transport		
Réseau routier		
Voirie municipale	195	
Enlèvement de la neige	196	
Autres	197	
Transport collectif		
Transport en commun		
Transport régulier	198	
Transport adapté	199	
Transport scolaire	200	
Autres	201	
Autres	202	
	203	
Hygiène du milieu		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable		
l'eau potable	204	
Réseau de distribution de l'eau potable	205	
Traitement des eaux usées	206	
Réseaux d'égout	207	
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	208	
Matières recyclables	209	
Autres	210	
Cours d'eau	211	
Protection de l'environnement	212	
Autres	213	
	214	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)		
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)		
Santé et bien-être		
Habitation		
Logement social	215	
Autres	216	
Sécurité du revenu	217	
Autres	218	
	219	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	220	
Rénovation urbaine	221	
Promotion et développement économique	222	
Autres	223	
	224	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	225	
Activités culturelles		
Bibliothèques	226	
Autres	227	
	228	
Réseau d'électricité	229	
	230	
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	6 426
		6 817

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	232	9 012	8 918
Droits de mutation immobilière	233	61 674	45 406
Droits sur les carrières et sablières	234		3 027
Autres	235	3 000	3 000
	236	73 686	60 351
AMENDES ET PÉNALITÉS			
	237	2 185	1 756
REVENUS DE PLACEMENTS			
DE PORTEFEUILLE	238		
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS			
	239	21 010	18 489
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240		
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243		
Contributions des promoteurs	244		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245		
Contributions des organismes municipaux	246		
Autres contributions	247		
Redevances réglementaires	248		
Autres	249	915	24 001
	250	915	24 001
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION			
	251		

ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Réalisations 2024			Réalisations 2023
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
ADMINISTRATION GÉNÉRALE				
Conseil	1	28 901		28 803
Greffé et application de la loi	2	13 633		27 678
Gestion financière et administrative	3	274 693	24 536	258 710
Évaluation	4	37 226		35 957
Gestion du personnel	5			
Autres				
▪ Frais Administration Quote-part	6.1	22 442		20 179
	7	376 895	24 536	401 431
				371 327
SÉCURITÉ PUBLIQUE				
Police	8	57 312		55 020
Sécurité incendie				
Premiers répondants	9			
Autres	10	111 033	389	102 754
Sécurité civile	11	2 483		2 483
Autres	12			3 021
	13	170 828	389	171 217
				160 795
TRANSPORT				
Réseau routier				
Voirie municipale	14	142 416	44 254	186 670
Enlèvement de la neige	15	40 067		40 067
Éclairage des rues	16	2 804		2 804
Circulation et stationnement	17			2 663
Transport collectif				
Transport en commun	18	4 411		4 411
Transport aérien	19	17 486		17 486
Transport par eau	20			12 343
Autres	21	807		807
	22	207 991	44 254	252 245
				289 509

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Réalisations 2024			Réalisations 2023
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
HYGIÈNE DU MILIEU				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	7 012	7 667	14 679
Réseau de distribution de l'eau potable	24			
Traitement des eaux usées	25			
Réseaux d'égout	26	2 861	26 962	29 823
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés				
Collecte et transport	27	50 962		50 962
Élimination	28			38 569
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	29	5 917		5 917
Tri et conditionnement	30			4 167
Matières organiques				
Collecte et transport	31			
Traitement	32			
Matériaux secs	33			
Autres	34			
Plan de gestion	35			
Autres	36			
Cours d'eau	37	369		369
Protection de l'environnement	38			328
Autres	39			
	40	67 121	34 629	101 750
				135 635
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE				
Habitation				
Logement social	41	9 074		9 074
Autres	42			8 329
Sécurité du revenu	43			
Autres	44			
	45	9 074		9 074
				8 329

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Réalisations 2024			Réalisations 2023
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT				
Aménagement, urbanisme et zonage	46	56 060	714	56 774
Rénovation urbaine				50 122
Biens patrimoniaux	47			
Autres biens	48			
Promotion et développement économique				
Industries et commerces	49	37 366		37 366
Tourisme	50	11 163		11 163
Autres	51			9 986
Autres	52		1 676	1 676
	53	104 589	2 390	106 979
				129 793
LOISIRS ET CULTURE				
Activités récréatives				
Centres communautaires	54	29 340	12 163	41 503
Patinoires intérieures et extérieures	55		3 239	3 239
Piscines, plages et ports de plaisance	56	391		391
Parcs et terrains de jeux	57	18 396		18 396
Parcs régionaux	58			19 298
Expositions et foires	59			
Autres	60			
	61	48 127	15 402	63 529
				47 926
Activités culturelles				
Centres communautaires	62		1 851	1 851
Bibliothèques	63	2 376		2 376
Patrimoine				2 241
Musées et centres d'exposition	64			
Autres ressources du patrimoine	65			
Autres	66	16 081		16 081
	67	18 457	1 851	20 308
	68	66 584	17 253	83 837
				66 349

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Réalisations 2024			Réalisations 2023
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69				
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dette à long terme					
Intérêts	70	33 226		33 226	26 563
Autres frais	71	486		486	1 065
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	72				
Autres	73				
	74	33 712		33 712	27 628
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75				
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	123 451 (	123 451)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Municipalité de Lac-Édouard | 90027 |

Table des matières

Autres renseignements financiers non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles	3
Analyse de la dette à long terme	4
Endettement total net à long terme	5
Analyse de la charge de quotes-parts	6
Acquisition d'immobilisations corporelles par objets	7
Analyse de la rémunération	8
Analyse des revenus de transfert par sources	9
Frais de financement par activités	10
Rémunération des élus	11

Autres renseignements

Questionnaire	12
---------------	----

Autres renseignements financiers non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures		
Conduites d'eau potable	1	
Usines de traitement de l'eau potable	2	
Usines et bassins d'épuration	3	
Conduites d'égout	4	
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	
Ponts, tunnels et viaducs	7	
Systèmes d'éclairage des rues	8	
Aires de stationnement	9	
Parcs et terrains de jeux	10	14 907
Autres infrastructures	11	254 886
Réseau d'électricité	12	
Bâtiments		
Édifices administratifs	13	11 640
Édifices communautaires et récréatifs	14	25 955
Améliorations locatives	15	
Véhicules		
Véhicules de transport en commun	16	
Autres	17	75 297
Ameublement et équipement de bureau	18	6 187
Machinerie, outillage et équipement divers	19	3 804
Terrains	20	4 462
Autres	21	2 877
	22	34 105
		377 726

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité

	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement		
Conduites d'eau potable	1	
Usines de traitement de l'eau potable	2	
Usines et bassins d'épuration	3	
Conduites d'égout	4	
Autres infrastructures	5	11 816
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)		269 793
Conduites d'eau potable	6	
Usines de traitement de l'eau potable	7	
Usines et bassins d'épuration	8	
Conduites d'égout	9	
Autres infrastructures	10	
Autres immobilisations corporelles	11	22 289
	12	34 105
		107 933
		377 726

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :				
Par l'organisme municipal				
Emprunts refinancés par anticipation	1			
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme				
Excédent de fonctionnement affecté	2			
Réserves financières et fonds réservés	3			
Fonds d'amortissement	4			
Montant à la charge				
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	330 611	36 519	294 092
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6			
De la municipalité (Société de transport en commun)	7			
	8	330 611	36 519	294 092
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)				
Débiteurs				
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	429 000		429 000
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10			
Organismes municipaux	11			
Autres tiers	12			
	13	429 000		429 000
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14			
	15	429 000		429 000
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16			
Autres	17			
	18	429 000		429 000
Dette en cours de refinancement	19	759 611	36 519	723 092
Reclassement / Redressement	20	()		()
Dette à long terme	22	759 611	36 519	723 092

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

Non audité

Administration municipale

Dette à long terme	1	723 092
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres	5.1	
▪		
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	429 000
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres	11.1	
▪		
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	294 092
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	13	
Endettement net à long terme	14	294 092
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	294 092
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	189 917
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	189 917
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	484 009
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Administration générale		
Greffé et application de la loi	1	13 633
Évaluation	2	37 226
Autres	3	25 633
Sécurité publique		
Police	4	
Sécurité incendie	5	111 033
Sécurité civile	6	2 483
Autres	7	
Transport		
Réseau routier	8	
Transport collectif	9	4 411
Autres	10	17 486
Hygiène du milieu		
Eau et égout	11	
Matières résiduelles	12	
Cours d'eau	13	369
Protection de l'environnement	14	
Autres	15	
Santé et bien-être		
Habitation	16	9 074
Autres	17	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	18	(3 851)
Rénovation urbaine	19	
Promotion et développement économique	20	2 163
Autres	21	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	22	16 079
Activités culturelles	23	11 081
Réseau d'électricité	24	
	25	246 820
		221 990

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	2024	2023
Rémunération	1	
Charges sociales	2	
Biens et services	3	34 105
Frais de financement	4	
Autres	5	
	6	34 105
		377 726

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale	Effectifs personnes/année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹	
Cadres et contremaîtres	1	1,00	30,00	1 530,00	80 624	19 703	100 327
Professionnels	2						
Cols blancs	3	3,00	25,00	3 913,25	128 880	26 972	155 852
Cols bleus	4	2,00	30,00	3 062,83	87 735	21 233	108 968
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	6,00		8 506,08	297 239	67 908	365 147
Élus	9	6,00			13 200	473	13 673
	10	12,00			310 439	68 381	378 820

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	1			
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2			
Réseau de distribution de l'eau potable	3			
Traitement des eaux usées	4			
Réseaux d'égout	5			
Autres	6	45 812	41 816	39 618
	7	45 812	41 816	39 618
				127 246

FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	2024	2023
Administration générale		
Greffé et application de la loi	1	
Évaluation	2	
Autres	3	33 712
	4	33 712
		27 628
Sécurité publique		
Police	5	
Sécurité incendie		
Premiers répondants	6	
Autres	7	
Sécurité civile	8	
Autres	9	
	10	
Transport		
Réseau routier		
Voirie municipale	11	
Enlèvement de la neige	12	
Autres	13	
Transport collectif	14	
Autres	15	
	16	
Hygiène du milieu		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	
Réseau de distribution de l'eau potable	18	
TraITEMENT des eaux usées	19	
Réseaux d'égout	20	
Matières résiduelles		
Déchets domestiques et assimilés	21	
Matières recyclables	22	
Autres	23	
Cours d'eau	24	
Protection de l'environnement	25	
Autres	26	
	27	
Santé et bien-être		
Habitation		
Logement social	28	
Autres	29	
Sécurité du revenu	30	
Autres	31	
	32	
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	33	
Rénovation urbaine	34	
Promotion et développement économique	35	
Autres	36	
	37	
Loisirs et culture		
Activités récréatives	38	
Activités culturelles		
Bibliothèques	39	
Autres	40	
	41	
Réseau d'électricité	42	
	43	33 712
		27 628

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Adrien Francoeur	1.1	Conseiller	1 531	765	
Henry Rioux	1.2	Conseiller	1 531	765	
Jean Bernier	1.3	Conseiller	1 531	765	
Chantal Corriveau	1.4	Conseiller	1 276	638	
Jean-Raymond Côté	1.5	Conseiller	1 531	765	
Patrick Matton	1.6		1 531	765	

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre

1 _____ \$ 50 000 \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?

2

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

3 _____ \$ 20 682 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?

4

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille

5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement

6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus

7 _____ \$

Ligne 5 : Crédances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille

8 _____ \$

Ligne 6 : Crédances douteuses - Variation de la provision pour moins-value

9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses

10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges

11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie

12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille

13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs

14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement

15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value

16 _____ \$

Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer

17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés

18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme

19 _____ \$

Ligne 24 : Libres

20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts

21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts

22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés

23 _____ \$

Solde cumulatif au début de l'exercice

24 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice

25 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	\$
Ligne 3 : Autres revenus	28	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	\$
Ligne 9 : Autres charges	32	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	\$
Ligne 14 : Débiteurs	35	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	\$
Ligne 24 : Libres	41	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

44	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> X
45	\$	

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024

46	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> X
47	\$	

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

48	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> X
49	\$	

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

50	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> X
51	\$	

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54

- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM?
65
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM?
66
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024
67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
 Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024
68 _____ \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD
69 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
 - Dépenses relatives à l'entretien d'hiver
70 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité
71 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif
72 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif
73 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif
74 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif
75 _____ \$
 - Systèmes de drainage
76 _____ \$
 - Abords de routes
77 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été
78 _____ \$
 - b) Dépenses d'investissement
 - Dépenses relatives à l'entretien d'hiver
79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
80 _____ \$
 - c) Total des frais encourus admissibles
81 _____ \$
 - d) Description des dépenses d'investissement
 - Relativement à l'entretien d'hiver :
 - Relativement à l'entretien d'été :
 - e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
 - f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- | | | |
|---|----|------------|
| a) Numéro de la résolution | 82 | _____ |
| b) Date d'adoption de la résolution | 83 | _____ |
|
14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du <i>Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre</i> ? | | |
| <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> | | |
| Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement : | | |
| a) Numéro de la résolution | 85 | 92-19 |
| b) Date d'adoption de la résolution | 86 | 2019-12-10 |
|
15. Règlement d'application de la <i>Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens</i> (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1) | | |
| <i>Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année</i> | | |
| a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) | 87 | _____ |
| b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) | 88 | _____ |
| <i>Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année</i> | | |
| c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) | 89 | _____ |
| d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) | 90 | _____ |
| e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) | 91 | _____ |
| f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) | 92 | _____ |
| g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) | 93 | _____ |
| <i>Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens</i> | | |
| h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) | 94 | 49 |
| i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) | 95 | 17 |
| j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) | 96 | _____ |

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : _____

Nom du signataire : _____

Fonction du signataire : _____

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2025-11-05 07:58

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Municipalité de Lac-Édouard | 90027 |

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024		2023
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Fonctionnement	1	1 201 410	1 126 155
Investissement	2	41 816	228 808
	3	1 243 226	1 354 963
Charges	4	1 160 245	1 189 365
Excédent (déficit) lié aux activités	5	82 981	165 598
Moins : revenus d'investissement	6 (	)(	41 816)(
			228 808)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	41 165	(63 210)
Éléments de conciliation à des fins fiscales			
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	123 451	120 494
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9		
Remboursement de la dette à long terme	10 (	)(	36 518)(
Affectations			36 334)
Activités d'investissement	11 (	)(	54 838)
Excédent (déficit) accumulé	12	49 000	49 000
Autres éléments de conciliation	13		
	14	135 933	78 322
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	177 098	15 112

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Actifs financiers		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	139 840
Débiteurs	2	917 694
Prêts	3	
Placements de portefeuille	4	55 005
Autres	5	
	6	1 112 539
		1 107 310
Passifs		
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7	
Emprunts temporaires	8	165 000
Créditeurs et charges à payer	9	79 727
Revenus reportés	10	172 942
Dette à long terme	11	718 730
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12	
Autres	13	
	14	971 399
Actifs financiers nets (dettes nettes)	15	141 140
		(32 247)
Actifs non financiers		
Immobilisations corporelles	16	2 697 472
Autres	17	40 064
	18	2 737 536
Excédent (déficit) accumulé	19	2 878 676
		2 795 695

Extrait du rapport financier, page S8

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024	2023
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	376 296
Excédent de fonctionnement affecté		
▪ Affectation de surplus budget	2.1	49 000
	3	49 000
Réserves financières		
▪	4.1	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	5	50 000
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	6	
Fonds local d'investissement	7	
Fonds local de solidarité	8	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	9	
Autres	10.1	
▪	11	() ()
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	12	
Financement des investissements en cours	13	2 403 380
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	14	2 456 207
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	15	2 878 676
		2 795 695

Extrait du rapport financier, page S23

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1 294 092
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2 484 009
<i>Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25</i>	

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024	2023
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal		
Emprunts refinancés par anticipation	3	
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6 294 092	330 611
Dette à long terme à la charge des tiers		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7 429 000	429 000
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8	
Autres	9	
Dette en cours de refinancement / Reclassement /		
Redressement	10	
	11 723 092	759 611

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

	2024	2023	
	Budget	Réalisations	
Fonctionnement			
Taxes	12 950 066	906 388	
Compensations tenant lieu de taxes	13 61 692	54 914	
Quotes-parts	14		
Transferts	15 85 430	53 439	
Services rendus	16 6 426	6 817	
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17 75 871	62 107	
Autres	18 21 925	42 490	
	19 1 201 410	1 126 155	
Investissement			
Taxes	20		
Quotes-parts	21		
Transferts	22 41 816	228 808	
Autres	23		
	24 41 816	228 808	
	25 1 243 226	1 354 963	

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalisations 2024			Réalisations 2023
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	376 895	24 536	401 431
Sécurité publique				371 327
Police	2	57 312		57 312
Sécurité incendie	3	111 033	389	111 422
Autres	4	2 483		2 483
Transport				3 021
Réseau routier	5	185 287	44 254	229 541
Transport collectif	6	21 897		21 897
Autres	7	807		807
Hygiène du milieu				
Eau et égout	8	9 873	34 629	44 502
Matières résiduelles	9	56 879		56 879
Autres	10	369		369
Santé et bien-être	11	9 074		9 074
Aménagement, urbanisme et développement				8 329
Aménagement, urbanisme et zonage	12	56 060	714	56 774
Promotion et développement économique	13	48 529		48 529
Autres	14		1 676	1 676
Loisirs et culture	15	66 584	17 253	83 837
Réseau d'électricité	16			66 349
Frais de financement	17	33 712		33 712
Effet net des opérations de restructuration	18			27 628
	19	1 036 794	123 451	1 160 245
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	123 451	(123 451)	
	21	1 160 245		1 189 365

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
	Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	41 816
Éléments de conciliation à des fins fiscales		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	34 105)(
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 ()()
Financement à long terme des activités d'investissement	4	94 080
Affectations		
Activités de fonctionnement	5	54 838
Excédent accumulé	6	
	7	(34 105)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	7 711

Extrait du rapport financier, page S14